

Économie du Mexique

Depuis l'assermentation en 1988 du président Carlos Salinas de Gortari, le Mexique a accompli des progrès considérables dans la restructuration de son économie.

Le tarif maximum sur la valeur déclarée des produits est passé de plus de 100 % à 20 %, et le tarif moyen de 40 % à moins de 10 %. Les subventions ont été abaissées ou éliminées, et de nombreuses sociétés d'État (lignes aériennes, compagnies minières, téléphone, banques) sont en voie de privatisation.

Les nouveaux tarifs et l'abolition presque totale des quotas et des licences d'importation ont affecté la balance des paiements, mais ce problème ne devrait être que temporaire.

Le redressement important qu'ont connu les finances publiques du Mexique pendant les derniers mois est un grand pas vers la stabilisation macro-économique. Le programme du gouvernement mexicain a porté fruit, mais demeure à la merci des pressions inflationnistes et des facteurs extérieurs.

La récente baisse des prix du pétrole pourrait accroître le déficit de la balance des paiements et des comptes courants, et la demande continue de biens et de services importés ne fait qu'aggraver ce problème. De plus, le tourisme hivernal a connu une baisse (à cause de la guerre du golfe Persique), les touristes mexicains dépensent de plus en plus à l'étranger, la récession aux États-Unis a des répercussions sur les exportations mexicaines et le taux de croissance des maquiladoras (zone franche industrielle) est en déclin.

Il convient cependant de remarquer que le gouvernement de Mexico a mis en oeuvre un programme de développement des exportations non pétrolières pour aplanir les obstacles micro-économiques et structurels intérieurs, et compenser un fléchissement temporaire de la croissance des exportations de biens manufacturés. Ce programme a été conçu pour soutenir la croissance de 11 % prévue en 1991.

Le pacte de stabilisation et de croissance économique entre le gouvernement et les syndicats a été prorogé une cinquième fois, jusqu'au 31 décembre 1991. Toutefois, le taux d'inflation dépasse le niveau prévu, et les syndicats manifestent de plus en plus leur mécontentement, car ce phénomène baisse davantage les salaires réels. En 1990, le taux d'inflation s'élevait à près de 30 %, et l'on prévoit qu'il se maintiendra à ce niveau pendant au moins un an ou deux.

Les réserves monétaires atteignaient 9,5 milliards \$US à la fin de 1990. Néanmoins, la balance commerciale négative continue de susciter de l'inquiétude et pourrait s'ajouter aux pressions menant à une dévaluation du peso, si de nouveaux capitaux n'entrent pas au Mexique. (La dévaluation annuelle du peso de 5 % par rapport au dollar est inférieure au taux d'inflation et elle a entravé la croissance dans les secteurs d'exportation de pointe.)

En général, la situation économique est favorable. La récente baisse des taux d'intérêt internationaux a permis de réduire les paiements de la dette extérieure, au moment où les capitaux étrangers continuent d'affluer. On n'a observé aucune fuite de capitaux jusqu'à maintenant, même si les taux d'intérêt mexicains réels ont diminué et ont connu une baisse en janvier.

La dette ne représente plus un problème par suite d'un accord conclu avec des banques commerciales grâce au Plan Brady. La participation éventuelle du secteur privé à la gestion des banques et des mines, de même que la privatisation des autres sociétés d'État stimulent la confiance. En outre, la perspective d'un accord de libre-échange trilatéral entre le Mexique, le Canada et les États-Unis crée un climat favorable aux investissements et redonne confiance en l'économie.